

Cuba dénonce la campagne de diffamation contre les forces de l'ordre



La Havane, 15 juin (RHC) Le quotidien Granma, organe officiel du Parti communiste cubain, a déclaré aujourd'hui que les tentatives de semer la méfiance à l'égard des forces de l'ordre sont mises en échec par les actions altruistes de leurs membres.

Un éditorial intitulé "La garde révolutionnaire ne sera jamais négligée" rappelle les propos du président de la République, Miguel Díaz-Canel, qui dénonçait le fait que "le puissant voisin (les États-Unis) continue d'être généreux avec ceux qui sont prêts à détruire la Révolution, et alloue chaque année des dizaines de millions de dollars à ceux qui se proposent de subvertir l'ordre interne à Cuba, soit personnellement, soit par le biais d'Internet".

Le texte rappelle que pas un seul jour, ces dernières années, la nation caribéenne n'a cessé de subir les coups de cette guerre non déclarée contre l'économie et la société, contre la vie quotidienne et les rêves de progrès du pays.

"Washington s'appuie sur la cruauté du blocus, sur ses campagnes de haine, sur son arsenal de mensonges, sur l'utilisation des réseaux sociaux numériques comme arme d'extermination massive contre les valeurs, les idéaux et les principes révolutionnaires", souligne-t-il.

Il dénonce également la façon dont les États-Unis ont refusé à l'île, lors de la pandémie de Covid-19, l'accès à l'oxygène, ce qui, avec la situation économique complexe - principalement due au blocus - a favorisé les violentes émeutes de rue de l'été 2021.

"Avec la même mafia terroriste qu'il paie depuis plus de six décennies, il propose maintenant de fabriquer un monde irréel et longtemps désiré, à travers les fake news, la distorsion, la manipulation et l'agression permanente avec des faits ou des situations supposés dans l'espace virtuel", ajoute la publication.

Elle souligne comment, quotidiennement, des dizaines de mensonges ou l'amplification d'actes criminels envahissent les sites anti-cubains financés à coups de millions de dollars par le département d'État américain.

"En utilisant des scénarios éculés pour attaquer le respect des droits de l'homme à Cuba, ils tentent de diaboliser les membres du ministère de l'intérieur (Minint), et plus particulièrement la police nationale révolutionnaire", ajoute-t-il.

Pendant ce temps, certains soi-disant "influenceurs" basés aux États-Unis appellent à des attaques contre la police, les voitures de patrouille et les unités.

Le texte précise qu'au cours des premiers mois de cette année, plus de 240 appels de ce type ont été détectés sur les réseaux numériques.

Il souligne que ce sont précisément les hommes et les femmes de la Minint qui ont été les protagonistes de plus de 11 500 actions de prévention et de lutte contre la criminalité jusqu'à présent en 2023, au cours desquelles plus de 12 000 personnes ont été inculpées en tant qu'auteurs de délits.

Il attire l'attention sur la nécessité d'accroître la vigilance et les mesures préventives dans tous les secteurs de la société et de s'informer par le biais des moyens de communication fondamentaux, compte tenu de l'intention du gouvernement des États-Unis de détruire la plus grande des Antilles et de rendre la vie de plus en plus difficile.

Il souligne également que les indicateurs de la criminalité à Cuba n'ont rien à voir avec le comportement ou les tendances mondiales (extrait de PL).



Radio Habana Cuba